

Présidence : Azerbaïdjan

1003^e SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : mercredi 9 mars 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 12 h 45

2. Président : Ambassadeur R. Sadigbayli

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

a) *Guerre d'agression russe contre l'Ukraine* : Ukraine (FSC.DEL/120/22/Rev.1) (FSC.DEL/120/22/Add.1), France-Union européenne (l'Albanie, la Macédoine du Nord et le Monténégro, pays candidats ; l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que l'Andorre, la Géorgie, Saint-Marin et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (annexe 1), Suisse (FSC.DEL/117/22 OSCE+), États-Unis d'Amérique (annexe 2) (FSC.DEL/123/22), Royaume-Uni (annexe 3), Canada (annexe 4), Géorgie (annexe 5), Turquie, Lituanie (annexe 6), France-Union européenne, France, Lettonie (annexe 7), Pologne, Allemagne (annexe 8), Autriche, Belgique

b) *Opération militaire spéciale visant à dénazifier et démilitariser l'Ukraine* : Fédération de Russie (annexe 9)

Motion d'ordre : Canada, Président, États-Unis d'Amérique

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

Mécanisme d'annonce et de rappel établi conformément à la Décision n° 10/02 du FCS : Président

4. Prochaine séance :

Mercredi 16 mars 2022, à 10 heures, dans la Neuer Saal et par visioconférence

1003^e séance plénière

Journal n° 1009 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE L'UNION EUROPÉENNE

La délégation française, représentant le pays qui exerce la Présidence de l'Union européenne (UE), a donné la parole au représentant de l'UE, qui a fait la déclaration suivante :

Monsieur le Président,

Le Président Poutine a récemment déclaré que sa guerre contre l'Ukraine, ou, selon sa formulation orwellienne, « l'opération militaire spéciale », se déroulait « comme prévu ». Examinons de plus près cette déclaration éloquente.

L'UE et ses États membres sont profondément préoccupés par ce que recouvre ce « plan ». Celui-ci vise-t-il les objectifs suivants ?

- Bombarder la ville densément peuplée de Kiev à 4 heures du matin le premier jour de l'invasion et continuer de le faire au mépris flagrant de la vie humaine des civils et des principes fondamentaux du droit international humanitaire ?
- Réduire en ruines des villes ukrainiennes comme Kharkov et Marioupol, rappelant des images depuis longtemps oubliées en Europe ?
- Utiliser de façon abusive la zone d'exclusion de Tchernobyl à des fins militaires et attaquer la plus grande centrale nucléaire d'Europe ?
- Tuer des centaines de civils ukrainiens et en blesser et en traumatiser des milliers d'autres, y compris des enfants, en prenant pour cible et en détruisant, notamment par l'utilisation aveugle de bombes à sous-munitions et de bombes thermobariques, des infrastructures civiles et des hôpitaux, et en attaquant des personnes en fuite comme ce fut le cas à Irpin ou à Marioupol ?
- Tuer inutilement ou blesser gravement des milliers de soldats et de combattants ?
- Forcer des millions de personnes en Ukraine à fuir désespérément leurs maisons à la recherche d'un abri sûr ?

Les dirigeants russes ont-ils pris en compte les conséquences économiques pour leur propre population dont nous les avons sans cesse avertis ? Le rouble russe plonge et des centaines d'entreprises internationales quittent la Russie, non seulement à cause des sanctions, mais surtout parce qu'elles ne veulent pas travailler avec cet État agresseur qui tue des innocents.

Monsieur le Président, notre position est et reste sans ambiguïté. L'UE et ses États membres condamnent dans les termes les plus forts l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, qui viole gravement le droit international et la Charte des Nations Unies, et porte atteinte à la sécurité et à la stabilité internationales. Le régime de Loukachenko a permis que le territoire biélorusse soit utilisé pour attaquer l'Ukraine, devenant ainsi coagresseur au regard du droit international. Nous exigeons que la Russie cesse immédiatement ses opérations militaires, retire toutes ses troupes et respecte pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. On ne peut permettre de bafouer par la force le droit, les valeurs et les choix démocratiques, ainsi que le sens élémentaire de la moralité et de la raison.

Nous sommes pleinement solidaires des Ukrainiens en cette période dramatique et tragique. Nous soutenons résolument le droit inhérent de l'Ukraine à la légitime défense, ainsi que les efforts déployés par les forces armées ukrainiennes en vue de défendre l'intégrité territoriale et la population de l'Ukraine, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Nous saluons leur résistance héroïque dans la lutte menée pour préserver leur indépendance, leur souveraineté, leur intégrité territoriale, leur démocratie et leur dignité.

Nous soulignons que le respect du droit international humanitaire, notamment les conventions de Genève, n'est tout simplement pas facultatif – point. Il est urgent d'établir des couloirs humanitaires assurant la protection et le passage en toute sécurité des civils au moyen de cessez-le-feu locaux. Nous condamnons fermement le fait que la Russie empêche l'ouverture de couloirs sécurisés et prenne pour cible les civils qui fuient les champs de bataille. Les organismes humanitaires de l'Ukraine et de l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le personnel médical et les prestataires d'assistance non gouvernementaux doivent se voir garantir un accès sécurisé, rapide et sans entrave aux personnes dans le besoin sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Nous remercions en particulier le CICR des efforts déployés dans ce contexte et rappelons que ses emblèmes sont protégés par le droit international humanitaire et ne doivent pas être détournés.

Monsieur le Président, nous avons initialement prévu de consacrer cette semaine à la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité lors d'une séance conjointe avec le Conseil permanent. Comme il n'est pas question de poursuivre nos activités habituelles, nous souhaitons rendre hommage au courage et à la force des femmes ukrainiennes qui s'élèvent contre la guerre et l'oppression imposées à leur pays par ceux qui, au Kremlin, sont obsédés par l'idée de réunir des « terres historiques ».

Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables dans les situations de conflit et de déplacement. Il est donc de la plus haute importance de les protéger contre la violence sexuelle, la traite et d'autres formes d'exploitation, en particulier de la part des forces d'occupation, comme prévu par le droit international humanitaire.

Nous voulons exprimer notre plus grand respect aux femmes touchées par la guerre. Aux femmes contraintes de se réfugier dans des sous-sols, des abris anti-bombes et des stations de métro. Aux femmes qui se battent pour protéger leurs maisons, leurs moyens de subsistance et leurs familles dans les conditions difficiles de la guerre. Des femmes comme Maryna Fenina, membre du personnel de l'OSCE, qui a été tuée alors qu'elle attendait des médicaments pour son frère handicapé.

Représentant plus de 15 % des forces armées, les femmes prennent une part active à la défense de leur pays avec une détermination sans faille. Nous rendons hommage au rôle qu'elles jouent dans l'héroïque résistance ukrainienne à l'agression perpétrée par la Russie. Iryna Tsvila était membre de la Garde nationale ukrainienne. Elle et son mari ont été tués le 25 février tandis qu'ils empêchaient des véhicules blindés de combat russes d'entrer dans Kiev. Iryna était mère de cinq enfants. Elle a déclaré qu'elle se battait pour que ses enfants et petits-enfants puissent vivre dans une Ukraine libre.

En Russie aussi, des femmes de tous âges s'opposent à cette folie non provoquée déclenchée par le Président Poutine. Lyudmila Vasilyeva, femme âgée de 81 ans qui a vécu le siège de Leningrad, a protesté contre la guerre de la Russie en Ukraine. La police russe l'a placée en détention, de même que des enfants âgés de 7 à 11 ans qui avaient déposé des fleurs à l'ambassade d'Ukraine à Moscou. Nous sommes consternés par les méthodes illégales employées par la Russie pour dissimuler de manière peu convaincante la vérité sur son invasion de l'Ukraine. Mais cette vérité éclatera au grand jour en Russie comme partout ailleurs. En fait, elle est déjà en train de faire surface.

Le Président Poutine parle peut-être au nom de l'État, mais certainement pas au nom du peuple russe. Malgré toute l'obscurité, il y a une lueur d'espoir. Chaque jour depuis le début de l'invasion, nous avons vu des gens protester contre cette guerre, partout dans le monde, mais surtout en Russie et en Biélorussie, où ces protestations comportent de graves risques personnels pour les personnes impliquées. Dimanche dernier encore, environ 5 000 personnes ont été arrêtées au cours de ces manifestations. Nous sommes solidaires des Russes qui disent « нет войне » (non à la guerre) et condamnons la violente répression des manifestations pacifiques anti-guerre et des médias indépendants, ainsi que l'utilisation généralisée de la désinformation et de la propagande par les autorités russes et ses médias affiliés et supplétifs qui tentent de justifier une agression militaire injustifiable. « Нет войне » (non à la guerre) ou « нет войны » (il n'y a pas de guerre) – deux slogans en Russie, ce dernier devenant de plus en plus absurde chaque minute qui passe.

Monsieur le Président, l'UE et ses États membres souhaitent souligner qu'il est essentiel que les responsabilités des actes commis en Ukraine soient établies. Nous saluons les mesures prises par la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour pénale internationale et le Conseil des droits de l'homme à cet égard. En outre, la semaine dernière, 45 États participants, dont les 27 États membres de l'UE, ont invoqué, avec le soutien de l'Ukraine, le Mécanisme de Moscou de l'OSCE, compte tenu de nos graves préoccupations concernant les droits humains et les conséquences humanitaires de l'invasion de la Russie ainsi que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité présumés. Il n'y a aucun doute. Dans le monde numérisé d'aujourd'hui, de tels crimes ne peuvent être cachés. Tous les responsables devront répondre de leurs actes, y compris les responsables militaires concernés.

En conclusion, nous demandons une nouvelle fois l'arrêt immédiat de cette guerre d'agression insensée. Le monde entier observe et exige la même chose. Le vote à l'Assemblée générale des Nations Unies la semaine dernière, avec un résultat de 141 voix pour et 5 contre, est éloquent.

Merci.

Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.

La République de Macédoine du Nord¹, le Monténégro¹ et l'Albanie¹, pays candidats ; l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que l'Ukraine, la Géorgie, l'Andorre et Saint-Marin, souscrivent à la présente déclaration.

1 La République de Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie continuent de faire partie du Processus de stabilisation et d'association.

1003^e séance plénière

Journal n° 1009 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

**DÉCLARATION
DE LA DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Monsieur le Président,

Nous souhaitons exprimer notre déception quant au fait qu'une séance conjointe du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS) et du Conseil permanent n'ait pas eu lieu aujourd'hui. Une telle séance aurait permis de traiter, au niveau approprié, la guerre d'agression préméditée, non provoquée et injustifiée que la Russie mène contre l'Ukraine, qui est la seule question inscrite à l'ordre du jour de l'Organisation en ce moment critique. Mon ambassadeur traitera cette question sous tous ses aspects au Conseil permanent demain, comme il l'a fait lors de la séance spéciale du Conseil permanent en début de semaine, et de toutes celles qui l'ont précédée.

La séance conjointe devait porter sur les femmes et la paix et la sécurité, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars, avant d'être annulée. Il est en effet difficile de traiter ce sujet alors qu'aujourd'hui, il n'y a ni paix ni sécurité pour les femmes ukrainiennes. Malheureusement, la tragédie a touché notre famille de l'OSCE de plein fouet lorsque nous avons perdu l'une des nôtres : Maryna Fenina, membre ukrainienne de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE, a été tuée le 1^{er} mars lorsque les forces russes ont bombardé Kharkov. Maryna est morte alors qu'elle faisait la queue pour obtenir des médicaments pour son frère handicapé, autre victime civile parmi les centaines qui ont perdu la vie inutilement.

Nous souhaitons rendre hommage aux femmes ukrainiennes qui participent pleinement, concrètement et sur un pied d'égalité à la lutte de leur pays contre l'agression russe et pour la préservation de leur liberté et de leur démocratie. Nous avons vu tant de personnes courageuses parmi nos sœurs ukrainiennes, de la babouchka de la ville de Henichesk, dans le sud de l'Ukraine, qui a dit aux soldats russes de mettre des graines de tournesol dans leurs poches, aux femmes d'autres villes ukrainiennes qui se sont portées volontaires pour prendre les armes et préparer des cocktails Molotov afin de se défendre contre les envahisseurs. Un correspondant de la BBC dépêché à Dnipro a cité une jeune enseignante qui préparait un cocktail Molotov : « Personne ne pensait que nous passerions ainsi notre week-end, mais cela semble être la seule chose importante à faire maintenant... C'est terrifiant ». Une autre femme courageuse, une députée ukrainienne réfugiée dans son sous-sol avec sa famille, a raconté à l'émission de la BBC, Women's Hour, comment elle

avait été entraînée à utiliser un fusil d'assaut pour se défendre et défendre son pays. Il y a maintenant des dizaines de milliers de femmes en Ukraine prêtes, a-t-elle dit, « à se battre pour assurer leur survie ».

Et c'est ce qu'elles font. Rappelons que l'un des piliers du programme pour les femmes et la paix et la sécurité est la protection. Les souffrances abjectes causées par la guerre d'agression inhumaine menée par la Russie touchent d'innombrables femmes et filles, ainsi que des populations vulnérables, notamment les personnes âgées et les personnes handicapées. Nous n'oublierons jamais l'image déchirante de petites filles recroquevillées dans un abri improvisé dans le métro de Kiev, alors que les tirs d'obus russes explosaient au-dessus de leurs têtes. Une image qui s'est reproduite des milliers de fois à travers l'Ukraine dans les sous-sols de Marioupol, Kharkov et d'autres villes. Nous n'oublierons pas non plus la mère qui a été tuée par un tir de mortier avec ses enfants alors qu'elle tentait de passer d'Irpin à Kiev le week-end dernier. Ou les centaines de milliers de réfugiés qui affluent vers les pays voisins, une foule qui a maintenant dépassé les deux millions d'âmes, principalement des femmes et des enfants, tandis que leurs partenaires, pères et frères restent au combat.

Nous commençons à voir des cas de violence sexuelle et fondée sur le genre. Cette violence n'est pas une conséquence inévitable de la guerre ; il s'agit d'un crime dont les auteurs auront à répondre.

Nous ne pouvons pas non plus oublier la souffrance des mères russes. Avant que la publication de tels contenus ne devienne une infraction pénale, Novaya Gazeta avait publié un entretien avec la mère d'un jeune conscrit de la région russe de Saratov qui avait perdu la vie en Ukraine la veille de son vingt-deuxième anniversaire. Cette mère a déclaré au journaliste qu'elle n'avait pas de corps à enterrer : « Ils ont dit que le corps ne serait pas remis avant que tout soit terminé, afin de ne pas susciter de panique ».

Le débat sur les femmes et la paix et la sécurité devrait également porter sur le rôle que jouent les femmes dans la consolidation de la paix et la nécessité de les aider dans les efforts d'après-conflit et de réhabilitation. Mais cette question sera traitée un autre jour. Pour l'instant, nous nous concentrons à juste titre sur les femmes qui participent à la défense de leur pays et de leur démocratie, et sur le sort des personnes sans défense qui ont besoin de notre protection.

Je sais que mon collègue russe dira que leurs histoires n'ont pas leur place dans ce Forum, qu'elles ne relèvent pas de son mandat « politico-militaire ». Mais la Russie ne peut pas réduire silence ces femmes qui témoignent de la vérité du bilan humanitaire de l'agression russe.

Permettez-moi de relayer l'appel lancé hier par la représentante spéciale du Président en exercice de l'OSCE pour l'égalité des genres, Liliana Palihovici, qui a déclaré : « À l'occasion de cette Journée internationale des femmes, la meilleure récompense pour les femmes à travers le monde serait d'arrêter cette guerre inutile. Ce serait le signe que le droit à une vie sûre pour toutes les femmes et tous les hommes peut être rétabli. Aujourd'hui, alors que la guerre est une menace pour la vie et la sécurité de tous, les voix des femmes doivent être entendues et prises en compte. »

Soyons clairs, il ne s'agit pas d'une « opération militaire spéciale » russe en Ukraine – c'est un bain de sang. Il n'y a pas d'euphémisme pour la souffrance humaine. Mon homologue russe ne peut pas réfuter ces récits humains en les qualifiant d'« hystériques ». Je vous rappelle que le 23 février, lorsque nous nous sommes réunis pour la dernière fois dans ce Forum, à la veille de l'invasion de la Russie, il a fustigé nos avertissements en les qualifiant d'« orgie de propagande hystérique ». Il nous a assuré que la Russie n'envahirait « jamais » l'Ukraine. Soit il a menti, soit il n'était pas informé. Maintenant, aucune tentative de diversion ou de manipulation ne peut cacher la vérité. Ces femmes et ces filles témoignent. Nous n'écouterons pas les propagandistes d'un régime en faillite morale et, maintenant, financière.

Merci, Monsieur le Président. Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.



1003^e séance plénière

Journal n° 1009 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI

Merci, Monsieur le Président.

La présente déclaration est prononcée au titre de la question soulevée par l'Ukraine et je demande que cela soit dûment consigné dans le journal de la séance.

Monsieur le Président,

Il y a deux semaines, nous étions réunis dans ce Forum et, à la veille, nous le savons maintenant, de l'invasion préméditée et non provoquée de l'Ukraine par la Russie, nos collègues russes ont proclamé que le monde n'avait pas à s'inquiéter, qu'il n'y avait pas de guerre, qu'il n'y aurait pas d'invasion et que tout cela n'était que de l'hystérie occidentale anti-russe. Comme nous aimerions que ce soit vrai.

Car si c'était vrai, nous ne serions pas en train d'assister aux attaques choquantes et barbares menées sans discernement par les forces russes, qui entraînent la mort de civils innocents, y compris des enfants.

Cependant, nos estimés collègues russes ont menti éhontément. Ils ont menti à nous, au monde et au peuple russe. Nous avons subi leurs mensonges et leur campagne de désinformation depuis que nous avons fait part de nos préoccupations en novembre dernier et demandé à la Russie d'expliquer le renforcement de ses troupes. Je demande humblement à mon collègue russe de ne plus participer à ce mensonge et de se souvenir des mots d'Alexandre Soljenitsyne dans L'Archipel du Goulag : « le simple acte de courage d'un homme simple est de refuser le mensonge – Une parole de vérité pèse plus que le monde entier ».

Monsieur le Président,

Il ne s'agissait pas d'une astucieuse tromperie militaire, et il n'y avait pas de « maskirovka » dans ce que la Russie a fait. Le plan de la Russie semble avoir été horriblement simple : préférer les muscles aux cerveaux. En moins de deux semaines, la réputation de la Russie en matière d'intellectualisme militaire a été balayée et remplacée par des violations brutales et flagrantes du droit international, notamment du droit des conflits armés.

La Russie a affirmé à plusieurs reprises, y compris aujourd'hui, qu'elle ne menait pas de frappes de missiles ou d'artillerie contre des civils ou des cibles civiles. Je pense que les hommes, femmes et enfants innocents pris au piège, blessés et tués dans les villes ukrainiennes ne seraient pas du tout d'accord.

Au cours des deux premières semaines de conflit, les rapports indiquent que la Russie a utilisé des systèmes de lance-roquettes multiples, des missiles balistiques Iskander, des pièces d'artillerie, des attaques air-sol, des chars de combat principaux, des véhicules blindés de transport de troupes et des dizaines de milliers de soldats pour attaquer toutes les grandes villes ukrainiennes, des infrastructures civiles et des zones résidentielles, les hôpitaux, les ports et même les navires battant pavillon commercial étranger dans la mer Noire. Le peuple ukrainien subit une violence effroyable.

La réponse du peuple ukrainien à la défense de sa patrie contre une invasion étrangère a été stoïque, unie et résolue. Du rôle de chef de file joué par le Président Zelenskyy depuis Kiev aux milliers d'Ukrainiens qui se sont portés volontaires pour participer à la défense du territoire, les actes de courage, de détermination et de fermeté resteront dans l'histoire.

Pendant ce temps, de manière inadmissible, les forces russes ont attaqué la plus grande centrale nucléaire d'Europe. Cette attaque aurait pu changer le cours de l'histoire. Nous sommes reconnaissants aux autorités ukrainiennes qui ont réussi à maîtriser l'incendie. Nous sommes soulagés qu'elles aient déclaré qu'aucune matière radioactive n'a été libérée et que les systèmes de sécurité de Zaporijia ne sont pas touchés.

C'est la première fois qu'un État attaque une centrale nucléaire en fonctionnement et approvisionnée en combustible, au mépris flagrant du droit international et de la protection spéciale des installations nucléaires. Cela ne doit plus jamais se reproduire. Et la Russie doit restituer le contrôle total de toutes les installations nucléaires en Ukraine aux autorités ukrainiennes compétentes.

La Russie a affirmé que la guerre se déroulait conformément aux plans, mais personne ne peut planifier de tels actes. Personne ne peut planifier des pertes aussi catastrophiques de ses propres troupes, chars, véhicules blindés de combat, avions et hélicoptères. Au cours du week-end, le Président Poutine a adopté des lois qui restreignent encore davantage les libertés du peuple et des médias russes. L'État russe tente de minimiser la couverture du conflit et de cacher au peuple russe l'impact de son invasion. Le Président Poutine et ses dirigeants militaires ont fait les pires erreurs de jugement, dont ils devront répondre.

Le Royaume-Uni, ainsi que de nombreux autres pays, a averti à plusieurs reprises que toute incursion militaire russe en Ukraine serait une erreur stratégique majeure et aurait un coût élevé. Nous ferons en sorte que le Gouvernement russe paie le prix de ses actions. Le Royaume-Uni est aux côtés du peuple ukrainien. Et nos amis et alliés du monde entier partagent notre indignation. Nous collaborerons avec nos partenaires, aussi longtemps qu'il le faudra, pour faire en sorte que la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine soient rétablies. Nous continuerons à soutenir l'Ukraine, nos amis, dans leur combat pour leur patrie.

Merci. Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.

1003^e séance plénière

Journal n° 1009 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE

Monsieur le Président,

Ce soir, cela fera deux semaines que la Fédération de Russie a lancé une invasion à grande échelle et multidimensionnelle de son voisin ukrainien. Nous connaissons les véritables intentions de la Russie, nous savions que la Biélorussie ne disait pas la vérité, et maintenant, nous sommes là, face à une vérité flagrante pour le monde entier. Il s'agissait d'une attaque délibérée et préméditée contre un pays voisin, avec l'intention déclarée de le détruire, en niant son droit d'exister.

La Russie continue de tenter de nous convaincre qu'elle ne vise pas les civils dans son « opération militaire spéciale », mais nous devons être très clairs. Il ne s'agit pas d'une activité militaire limitée, mais d'une guerre. La Russie mène une guerre conventionnelle à grande échelle contre son voisin souverain. Personne n'est dupe, c'est une guerre. Une guerre qui se caractérise par un recours croissant à la violence aveugle de la part des forces russes et l'introduction de munitions interdites, telles que les armes à sous-munitions, dans les quartiers résidentiels.

La Russie a utilisé la quasi-totalité de ses capacités conventionnelles, notamment des forces terrestres, des systèmes de missiles de théâtre, des bombardiers lourds, des bombardements navals, des navires et des troupes d'assaut amphibies, des troupes d'assaut aéroportées et des forces d'opérations spéciales.

Cependant, face à cette adversité inimaginable, le peuple ukrainien fait preuve d'un courage indéniable et reste déterminé à être un pays libre, démocratique et maître de son destin.

Monsieur le Président,

La Russie a lancé la plus grande guerre que l'Europe ait connue depuis des générations. Étonnamment, ici à l'OSCE, elle continue de prétendre qu'elle n'a pas l'intention de mener une action militaire contre l'Ukraine, ce qui est clairement un mensonge flagrant. Un mensonge destiné à soutenir une campagne de désinformation agressive, conçue pour cacher au peuple russe cet acte d'agression odieux de la Russie sous un vernis de mensonges et de prétextes inventés de toutes pièces. En imposant des mesures radicales

contre les manifestations anti-guerre dans les villes russes, en détenant des milliers de personnes et en menaçant tout média qui publierait des informations qui n'ont pas été approuvées par le Kremlin, la Russie exprime sa crainte que de simples citoyens russes découvrent qu'on leur a menti. Mais, comme toujours, les gens finiront par découvrir la vérité.

Les faits sont là : l'Ukraine n'a rien fait pour provoquer ou susciter ce conflit. L'Ukraine n'est pas l'agresseur. Bien au contraire. Comme l'Observateur en chef Çevik l'avait déjà signalé, dans la période précédant l'invasion totale de la Russie, la Mission spéciale d'observation en Ukraine n'a observé aucune activité militaire inhabituelle à l'ouest de la ligne de contact. Il n'y avait aucune menace pour la population du Donbass, c'est la Russie qui l'a fabriquée de toutes pièces. La Russie a créé une fausse menace, une fausse crise des réfugiés et une fausse nécessité d'« intervenir ».

Tout le monde dans cette salle, et en fait, dans le monde entier, peut voir au travers du vernis. Personne ne croit aux mensonges.

Malgré les preuves accablantes qui émergent d'une myriade de sources, la Russie continue de tenter de convaincre le reste du monde qu'elle ne vise pas les populations civiles. Franchement, c'est une insulte à cette enceinte et à la mémoire des centaines de personnes qui ont été tuées par des frappes aériennes russes, des tirs d'artillerie aveugles et des systèmes de lance-roquettes multiples au cours des 13 derniers jours. Des familles entières ont été tuées. D'innombrables vidéos ont montré des quartiers résidentiels bombardés ou frappés par des missiles. La Russie ne peut pas se dérober face à la vérité. Elle bombarde des quartiers résidentiels et le monde entier en est témoin. La Russie peut peut-être cacher cette vérité à son propre peuple, mais celui-ci se rendra compte des mensonges, et elle devrait savoir que le reste du monde peut voir la vérité. Les affirmations de la Fédération de Russie selon lesquelles elle ne bombarde pas de quartiers résidentiels sont un pur mensonge. Un journaliste de CNN, qui était en direct lundi d'un quartier bombardé d'Irpin, dans la banlieue de Kiev a déclaré : « La Russie affirme qu'elle ne frappe que des cibles militaires, mais il n'y a aucune activité militaire à des kilomètres à la ronde, seulement les maisons, désormais détruites. Soit la Russie vise très mal, soit elle s'en moque. »

Monsieur le Président,

Il existe une crise humanitaire en Ukraine, c'est un fait. Ce qui est également un fait, c'est que cette crise est le résultat direct de l'invasion russe. Rien d'autre. C'est tout. Les réfugiés, qui fuient en masse, sont maintenant plus de 1,7 million à avoir traversé la frontière vers les pays voisins car ils craignent pour leur vie. Pourquoi ont-ils peur ? Pourquoi fuient-ils ? La réponse est simple, ils ont peur des bombardements et de l'artillerie russes, ils fuient l'invasion des forces russes. Ils sont fiers d'être Ukrainiens, l'Ukraine est leur foyer, et maintenant ils sont devenus des réfugiés, tout cela à cause de la Russie. C'est tout. Ils vous fuient. Si la Russie n'avait pas envahi leur pays souverain, il n'y aurait pas de crise humanitaire. Si vous voulez résoudre la crise humanitaire, la réponse est tout aussi simple. Cessez votre agression militaire. Arrêtez la guerre. Ramenez vos troupes et vos équipements en Russie, là où ils devraient se trouver, et toutes ces personnes pourront rentrer chez elles. Ou du moins, ce qui reste de leurs maisons après que les forces russes les ont bombardées.

Monsieur le Président,

Il est utile de rappeler qu'au cours des précédentes années, nous avons célébré la Journée internationale des femmes lors de cette séance particulière du Forum pour la coopération en matière de sécurité. Bien que nous concentrions notre déclaration cette semaine sur la guerre d'agression que mène actuellement la Russie contre l'Ukraine, nous devons rappeler que les femmes restent touchées de manière disproportionnée par les horreurs de la guerre. Au cours des 13 jours qui se sont écoulés depuis le début de l'invasion brutale par la Russie de son voisin souverain, nous avons vu d'innombrables scènes de femmes et d'enfants forcés de quitter leur maison, alors qu'ils subissaient les horreurs des bombardements aveugles ou des raids aériens. Nous savons que de courageuses Ukrainiennes servant dans les forces armées se sacrifient, avec leurs compatriotes soldats, au nom de la liberté, et nous savons que des mères et des grands-mères vivent dans la crainte que leurs enfants ne deviennent des victimes de cette guerre insensée. C'est le visage d'un conflit à large échelle, il s'étend à toute la société, touche chaque foyer et affecte tout le monde. C'est le résultat direct du choix de la Russie de privilégier la violence et l'agression plutôt que le dialogue et la paix.

En ces temps difficiles et incertains, nous devons rester fidèles à la vérité. Et la vérité est que la Fédération de Russie mène une guerre violente et injuste contre l'Ukraine. Une guerre qui a été planifiée au vu et au su des États participants de l'OSCE. Une guerre qui a été préparée et lancée alors que la Russie et la Biélorussie bafouaient les mécanismes de renforcement de la confiance et se moquaient des efforts de transparence et de confiance. Celle-ci est maintenant rompue. Il n'y a jamais eu de transparence. Tout cela n'était qu'une grande illusion, une façade, conçue pour masquer les préparatifs de la violence dont nous sommes maintenant témoins.

Le Canada réaffirme son soutien indéfectible à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Comme nous l'avons fait jusqu'à présent, nous continuerons, avec nos alliés et nos partenaires, à réagir fermement et collectivement à ces actes irresponsables et dangereux. Nous nous unissons aux nations du monde entier pour réaffirmer que nous sommes aux côtés de l'Ukraine.

Slava Ukraini !



1003^e séance plénière

Journal n° 1009 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION GÉORGIENNE

Monsieur le Président,

La présente déclaration est faite au titre du point 1a) de l'ordre du jour soulevé par l'Ukraine.

Nous nous associons à la déclaration prononcée par la délégation de l'Union européenne. Toutefois, permettez-moi d'ajouter les observations suivantes à titre national.

Une fois encore, la Géorgie condamne fermement l'agression non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de l'Acte final de Helsinki.

Selon les données fournies par l'ONU, plus de 2 millions d'Ukrainiens ont été déracinés et ont fui vers les pays voisins à la recherche d'un abri, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les villes et villages ukrainiens sont continuellement soumis à des bombardements et des tirs d'obus massifs et aveugles par les forces d'occupation. Le nombre de victimes civiles augmente de jour en jour. Nous sommes horrifiés par les frappes directes des forces russes sur les infrastructures civiles et les attaques contre les journalistes et le personnel médical, ainsi que par les signalements de viols. Le droit international humanitaire est sans ambiguïté concernant les attaques délibérées et aveugles contre des civils ou des biens civils. Ces attaques doivent cesser immédiatement.

Les crimes effroyables que la Russie commet sous un faux prétexte ne peuvent rester impunis. La Géorgie ne ménage aucun effort pour soutenir l'Ukraine sur cette question, tant ici à l'OSCE qu'au sein de toutes les autres organisations et instances internationales compétentes.

Afin d'aider à atténuer la souffrance humanitaire causée par l'agression de la Russie, la Géorgie a envoyé un deuxième chargement d'aide humanitaire à l'Ukraine au cours du week-end dernier. Nous continuerons à apporter notre soutien.

Monsieur le Président,

Nous avons suivi avec beaucoup d'inquiétude l'évolution de la situation concernant les centrales nucléaires ukrainiennes. Nous demandons de nouveau à la Russie de cesser immédiatement toute action militaire autour des sites nucléaires, de retirer toutes ses troupes et de permettre aux Ukrainiens de reprendre sans entrave le contrôle de leurs installations. La Géorgie soutient les efforts de l'AIEA visant à stabiliser la situation et à éviter un accident nucléaire qui aurait des conséquences catastrophiques pour tout le continent.

Monsieur le Président,

La Géorgie réaffirme son soutien indéfectible à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris la Crimée et le Donbass, ainsi qu'aux droits de navigation de l'Ukraine dans ses eaux territoriales.

Nous demandons à la Russie de cesser immédiatement, complètement et sans conditions préalables son agression, de retirer toutes ses forces et tous ses armements de l'ensemble du territoire ukrainien, et de permettre un accès immédiat, sécurisé et sans entrave à tous les mécanismes internationaux humanitaires et des droits humains.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et vous prie de bien vouloir joindre la présente déclaration au journal de la séance.

1003^e séance plénière

Journal n° 1009 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION LITUANIENNE

Monsieur le Président,

Je vous remercie de m'avoir donné la parole. La Lituanie s'associe pleinement à la déclaration faite par l'Union européenne. Toutefois, en soutien à nos collègues ukrainiens, permettez-moi également d'ajouter quelques observations à titre national.

Tout ce qui vient d'être dit par la délégation russe n'est qu'un tissu de mensonges éhonté. Les éléments de langage utilisés par le chef de la délégation russe conviennent peut-être pour ses entretiens avec les organes de propagande russes, mais pas au Forum de l'OSCE pour la coopération en matière de sécurité. Cessez d'utiliser ce format pour répandre vos mensonges – personne, dans cette salle, parmi les participants à la réunion ou à l'extérieur des locaux de la Hofburg, n'y croit.

Même le peuple russe ne les avale pas. Certains citoyens russes font preuve de courage et descendent dans la rue pour protester contre la guerre d'agression de leur pays contre l'Ukraine. Mais beaucoup ont peur de se joindre aux manifestations contre la guerre, car ils pourraient être arrêtés et risquer un emprisonnement de longue durée. Beaucoup d'entre eux sont également victimes de vos mensonges et de votre propagande. Mais lorsqu'ils apprendront que leurs proches ne rentrent pas chez eux (et jusqu'à présent, le Ministère ukrainien de la défense a fait état d'au moins 12 000 soldats russes tués au combat), ils se présenteront tous devant les autorités russes et poseront des questions légitimes.

Vos mensonges ne peuvent pas cacher la vérité. C'est un fait bien établi, et nous le constatons également de nos propres yeux sur le terrain, que la Russie est l'agresseur, la Biélorussie est son complice et l'Ukraine est la victime. Un État démocratique souverain est aujourd'hui attaqué par les deux régimes non démocratiques voisins.

L'ensemble de la communauté internationale est aux côtés de l'Ukraine et continue de soutenir le Gouvernement et le peuple ukrainiens face à la guerre d'agression et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Par conséquent, veuillez cesser de mentir sur votre soi-disant « opération militaire spéciale en Ukraine ». La semaine dernière, Radio Free Europe/Radio Liberty a publié sur Twitter une très bonne infographie montrant que toutes les guerres et tous les actes

d'agression de la Russie depuis l'invasion de la Pologne en septembre 1939 ont toujours été présentés comme des « opérations spéciales » (<https://twitter.com/RFERL/status/1499388988460785666?s=20&t=uINQ3JbzwSFCBfqjSrWZsA>).

Le scénario de la Russie reste le même. Ce que fait actuellement la Russie en Ukraine, avec la complicité de la Biélorussie, est une violation de toutes les normes et tous les principes internationaux possibles, une guerre d'agression honteuse contre l'Ukraine, et vous ne pourrez pas justifier ces actes, quels que soient les efforts déployés par votre délégation ou vos organes de propagande.

La Russie doit cesser de se cacher derrière le concept totalement infondé de la soi-disant « dénazification » de l'Ukraine. Permettez-moi de le dire sans ambages : tous ces cas de bombardements aveugles, voire de bombardements de zones résidentielles et d'autres objets civils en Ukraine, toutes ces mines posées sur des routes devant servir de couloirs humanitaires, tous ces tirs sur des civils fuyant les champs de bataille, des personnes en fuite et leurs maisons pillées, des femmes violées dans les villes d'Ukraine occupées par la Russie et vos propres citoyens mis derrière les barreaux pour avoir demandé au Gouvernement russe d'arrêter la guerre et le bain de sang – voilà à quoi ressemble le véritable nazisme. En effet, de nouveaux termes apparaissent déjà pour décrire ce que la Russie fait en Ukraine, tels que « RashiZm » et « PoutiniZm ». Ce sont les actions de la Russie qui doivent être dénazifiées.

Vous ne parviendrez pas non plus à masquer votre agression en utilisant des slogans sur la « démilitarisation » de l'Ukraine. Depuis plusieurs années, et surtout ces derniers mois, nous soulevons, notamment au Forum, la question du renforcement militaire sans précédent de la Russie près des frontières ukrainiennes, dans les parties occupées de l'Ukraine et, depuis peu, en Biélorussie. Ce sont vos militaires et vos armes qui tuent des Ukrainiens innocents, pas ceux de l'Ukraine. Et ce sont les forces armées russes qui doivent être démilitarisées. En effet, comme nous le voyons, les défenseurs de l'Ukraine procèdent à cette démilitarisation de manière assez efficace. Je dois également faire l'éloge des agriculteurs ukrainiens à cet égard.

Lors de la réunion d'aujourd'hui, la Russie s'est à nouveau plainte de notre soutien militaire à l'Ukraine. Mais elle est le dernier pays qui devrait nous donner des leçons, à nous et aux autres États participants, sur la manière de procéder.

Face à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, la Lituanie continue de répondre aux besoins ukrainiens et de fournir un soutien militaire et une assistance liée à la défense à l'Ukraine. Nous continuerons à le faire, dans le plein respect du droit international, aidant ainsi l'Ukraine à exercer son droit à la légitime défense contre l'agression de la Russie, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Permettez-moi également d'ajouter qu'en fournissant des armes défensives à l'Ukraine avant le 24 février, nos dirigeants ont toujours souligné que « nous espérons et souhaitons sincèrement qu'il ne serait pas nécessaire d'utiliser ces armes défensives ». Malheureusement, cela n'a pas été le cas.

Cela étant dit, je dois également souligner que nous continuons à croire qu'en Russie et en Biélorussie, y compris dans leurs services diplomatiques et leurs missions permanentes auprès de l'OSCE, il existe encore des personnes courageuses et raisonnables qui ne veulent

pas être considérées comme complices des crimes de guerre commis en Ukraine par les forces russes, assistées par la Biélorussie.

Nous continuons de les encourager à suivre le bon exemple des étudiants de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou qui ont signé une lettre ouverte au Président Poutine demandant l'arrêt de cette guerre (https://docs.google.com/document/d/1uAiGSF97ysGKbzC3-6qDGNb0xb6xjvHcKChsQtx9Af4/edit?fbclid=IwAR3Q3e9e0kk7bI3Sn38p_iucUqp7DF6rqKOVs7wDnRYZTKJ2muZlxxwD3qs), ou celui de l'ancien ministre russe des affaires étrangères, Andrei Kozyrev, qui a appelé les diplomates russes à être « des professionnels et non des propagandistes de pacotille » et à démissionner pour protester contre ces événements tragiques (<https://twitter.com/andreivkozyrev/status/1498713596900958210?s=20&t=yBGTLESr3cBfGnZRUIJCbdQ>).

Pour conclure, je voudrais citer les paroles d'une chanson d'un éminent chanteur et intellectuel russe, Andrei Makarevich, le leader du groupe « Mashina Vremeni » (Time Machine). La chanson s'intitule « Моя страна сошла с ума », « Mon pays est devenu fou », et a été écrite – sauf erreur de ma part – en 2014, au début de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

« [...]

И что тут делать, и как тут быть,
Если всё отныне верх дном.
Не надо нимбы и крылья растить
Надо просто не быть говном.

И я уверен только в одном
Пришла пора выбирать.
Но если решил не быть говном
И жить легко и умирать.
И жить, и не умирать.”

« [...]

Que pouvons-nous faire et comment devons-nous vivre
Si tout est maintenant en désordre et sans dessus dessous ?
Il n'y a pas besoin de se faire pousser des auréoles ou des ailes
Ce qui compte, c'est tout simplement de ne pas être une m***.

Et je ne suis sûr que d'une chose :
Le moment est venu de faire un choix.
Et si vous décidez de ne pas être une m***,
Il sera facile pour vous de vivre et de mourir.
Il sera facile pour vous de vivre et de ne pas mourir. »

La Lituanie continue de soutenir sans faille l'Ukraine et le peuple ukrainien. Nous admirons leur unité et leur détermination à défendre leur patrie. Ils exercent maintenant leur droit inhérent à la légitime défense, et nous continuerons à fournir tout le soutien nécessaire à cette fin.

Слава Україні ! Тримай, Україно ! Разом до перемоги !
(Gloire à l'Ukraine ! Tiens bon, Ukraine ! Ensemble vers la victoire !)

Merci.

Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.



1003^e séance plénière

Journal n° 1009 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION LETTONE

Merci, Monsieur le Président.

La Lettonie s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne. Permettez-moi toutefois d'ajouter quelques observations à titre national et dans l'exercice de notre droit de réponse à la déclaration faite précédemment par la délégation de la Fédération de Russie.

Chers collègues,

Il est vraiment révoltant que des diplomates russes se livrent à une telle désinformation sur la guerre en Ukraine et, qui plus est, très regrettable qu'ils choisissent de croire ces mensonges. Après tout, ils sont privilégiés par rapport au reste de la population russe dans la mesure où ils vivent dans le monde libre et peuvent donc choisir entre le mensonge et la vérité.

Depuis vendredi dernier, la Russie a pris des mesures plus sévères à l'égard des médias et de la liberté d'expression qu'au cours des 22 années de pouvoir de Poutine, en bloquant l'accès à Facebook et aux principaux organes de presse étrangers, et en promulguant une loi qui punit toute personne diffusant de « fausses informations » sur son invasion de l'Ukraine d'une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison. Permettez-moi de formuler quelques observations. Cette mesure prise par le Président russe prouve qu'il a peur du débat avec le peuple russe et qu'il a parfaitement compris qu'il échouerait dans tout échange libre. Poutine a peur de la vérité.

La vérité est que le 24 février 2022 restera dans l'histoire comme le jour sombre où la Russie a cyniquement et brutalement attaqué son voisin, l'Ukraine. Nous nous souviendrons de ce jour comme nous nous souvenons du 22 juin 1941, lorsque l'Allemagne nazie a attaqué l'Ukraine de manière semblable. Non provoquée. Injustifiée.

En fait, le Président Poutine a provoqué la plus grande catastrophe du XXI^e siècle dans son propre pays, la Russie. La gloire du 9 mai 1945 a maintenant été remplacée par la honte du 24 février 2022. Elle ne s'effacera jamais.

Avec l'aide du reste du monde, les Ukrainiens vont reconstruire leurs villes et villages en ruines. Détruits par les forces russes. Et la Russie de Poutine ne trouvera plus jamais sa place parmi les nations civilisées.

Le Président Poutine mène deux guerres en même temps – contre l'Ukraine et contre le peuple russe. Il a privé la Russie de son économie, de ses relations avec le monde et de son espoir d'avenir. Cependant, le Président Poutine ne représente pas toute la Russie.

L'Ukraine a droit à la souveraineté et à l'intégrité territoriale. Elle a droit à la légitime défense. Le peuple ukrainien a le droit de vivre en paix. La Russie est le seul assaillant dans cette guerre.

Permettez-moi de réaffirmer qu'en ce moment difficile, la Lettonie est aux côtés de l'Ukraine et continue à lui apporter un soutien politique, militaire et humanitaire. La Lettonie exprime une nouvelle fois son soutien le plus ferme à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

La Russie sera un jour à court de roquettes, mais les Ukrainiens ne manqueront jamais de désir de vivre librement et de courage pour réaliser cet objectif.

Chers collègues,

Enfin, permettez-moi de souligner qu'il est absolument inacceptable que les représentants russes utilisent le terme « dénazification » pour justifier la guerre de la Russie contre l'Ukraine. La semaine dernière, à la suite de l'attaque à la roquette menée par l'armée russe près de Babyn Yar à Kiev le 1^{er} mars 2022, le grand rabbin d'Ukraine s'est adressé aux rabbins et aux juifs de Russie ainsi qu'à tous les Russes. Le rabbin Moshe Reuven Azman a rappelé que deux cent mille juifs avaient péri à cet endroit pendant la Seconde Guerre mondiale en 1941. Il a condamné l'attaque contre le mémorial de l'Holocauste et appelé la Russie à cesser son agression contre l'Ukraine.

Je vous prie de bien vouloir annexer la présente déclaration au journal de la séance.

Je vous remercie de votre attention.

1003^e séance plénière

Journal n° 1009 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE

Monsieur le Président,
Distingués collègues,

Étant donné que mon collègue russe a mentionné l'Allemagne dans ses observations, je voudrais exercer mon droit de réponse.

L'Ambassadeur de Russie a lui-même déclaré au Conseil permanent du 7 mars 2022 que « seuls les faits comptent ».

Je demande donc au représentant de la Fédération de Russie de s'en tenir aux faits dans ses observations et de ne pas faire d'affirmations infondées.

C'est un fait que le Gouvernement de la Fédération de Russie mène une guerre d'agression injustifiée et non provoquée contre l'Ukraine. Il n'y a pas à tergiverser. Bien qu'elle ait été exhortée à plusieurs reprises dans cette enceinte à faire preuve de transparence concernant le regroupement de ses troupes à la frontière ukrainienne, la Russie n'a pas rempli cette obligation pendant des mois.

Au lieu de cela, M. Poutine a décidé d'attaquer soudainement et de sang-froid son voisin pacifique, qui ne représentait aucune menace, sans aucun scrupule ni considération pour les graves conséquences humanitaires et les souffrances incommensurables qu'il inflige ainsi à tant de personnes depuis près de deux semaines maintenant. La Russie tente à présent de justifier ce comportement irréfléchi contraire au droit international en débitant constamment de nouveaux mensonges et en déformant la réalité de manière absurde. Cependant, vous devez comprendre que personne ne se laissera prendre à ce jeu.

Car c'est un fait que la Russie a envoyé ses troupes en Ukraine et crée ainsi une nouvelle réalité qu'elle tente elle-même de dissimuler. La Russie bombarde des villes densément peuplées et attaque des hôpitaux et des infrastructures civiles. Elle laisse sans hésiter ses chars traverser la zone d'exclusion de Tchernobyl et tire sur la plus grande centrale nucléaire d'Europe afin d'atteindre ses objectifs militaires. Le triste bilan est que, du fait de l'invasion russe, plus de 400 civils ont déjà perdu la vie ; beaucoup d'autres ont été blessés et traumatisés ; et des millions fuient, dont beaucoup de femmes et enfants.

Ces actions constituent une grave violation du droit international que nous condamnons dans les termes les plus forts. La Russie détruit ainsi l'ordre de sécurité européen que nous avons construit ensemble pendant près de cinquante ans depuis l'Acte final de Helsinki. Dans ce contexte, l'Ukraine ne fait qu'exercer son droit de légitime défense, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies, afin de protéger son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale. Ce droit, ainsi que l'ensemble de la Charte et les obligations découlant du droit international et des principes de l'OSCE, constituent la base de notre coexistence pacifique dans ce monde, que nous continuerons à défendre tout comme la démocratie, la liberté et l'état de droit.

Il incombe à la Russie et à elle seule de mettre fin à cette guerre insensée. Aucun de ces crimes ne restera impuni. La communauté internationale a envoyé un signal clair à l'Assemblée générale des Nations Unies indiquant que la ligne de conduite de la Russie était inacceptable. Écoutez cet appel et retirez vos troupes immédiatement et sans condition !

La guerre d'agression russe contre l'Ukraine marque un tournant pour l'Allemagne en ce qui concerne sa politique étrangère et de sécurité. Cette guerre est une grave violation de la Charte, qui constitue pour nous une base irréfutable pour la coexistence de tous les États et que nous entendons préserver. L'Allemagne agit dans le cadre du droit international : nous apportons une aide d'urgence à un État qui a été attaqué et qui invoque son droit de légitime défense en vertu de l'article 51 de la Charte. Nous restons fermement solidaires avec l'Ukraine et du côté du droit international.

Monsieur le Président,

Je rejette catégoriquement les allégations russes concernant un prétendu génocide. Rien ne permet de penser qu'un génocide est en cours ou a eu lieu dans le Donbass. C'est également l'avis de bon nombre d'observateurs indépendants. Comme mon collègue suisse l'a déjà souligné, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine n'a rien trouvé qui puisse laisser penser le contraire. Les organisations internationales de défense des droits humains ont également enquêté sur ces allégations dans le passé et aucune d'entre elles n'a conclu qu'il pouvait y avoir des preuves d'un génocide. Étant donné la responsabilité historique du génocide perpétré par l'Allemagne nazie dans le contexte de l'Holocauste après avoir ravagé l'Europe dans ses guerres d'agression, je me dois d'insister ici pour que ce terme soit utilisé avec une attention particulière. Il ne doit pas être utilisé à la légère.

Merci.

Monsieur le Président, je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.



1003^e séance plénière

Journal n° 1009 du FCS, point 1 b) de l'ordre du jour

DÉCLARATION
DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Monsieur le Président,

Premièrement, je tiens à exprimer mon profond regret devant le fait qu'un certain nombre d'États participants continuent de se servir du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS) comme plate-forme pour alimenter la confrontation. Nous rejetons catégoriquement cette approche. Il est compréhensible que nos évaluations politiques des événements qui se produisent diffèrent. Toutefois, faire une fixation sur ce point est tout simplement dangereux, surtout lorsque ce qui importe c'est d'évacuer des civils dont le départ est bloqué par les nationalistes ukrainiens. À l'OSCE, nous voyons déjà depuis huit ans comment les États participants occidentaux ont fermé les yeux sur la non-application des accords de Minsk par le Gouvernement ukrainien et sur son bombardement des civils du Donbass, ainsi que sur la façon dont il a laissé se propager le nationalisme et le néonazisme en Ukraine. Les conséquences catastrophiques de ce manque de clairvoyance sont bien connues. Notre message est aussi clair qu'il peut l'être : il est temps d'arrêter d'appliquer, de façon opportuniste, deux poids, deux mesures, en particulier lorsque des vies humaines sont en jeu.

Comme vous le savez, toutes sortes de tentatives sont faites dans les pays de l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique pour empêcher les médias et les canaux d'information russes de rendre compte de ce qui se passe en Ukraine, de la manière dont s'y déroule l'opération militaire spéciale et du comportement de l'armée ukrainienne et des bataillons néonazis ukrainiens à l'encontre des civils. Aujourd'hui, nous allons briser le vase clos de l'information dans lequel vivent nos collègues. Nous avons l'intention d'avoir une discussion professionnelle fondée sur des faits et non sur des conjectures.

Nous sommes aujourd'hui au quatorzième jour de l'opération militaire russe destinée à démilitariser et dénazifier l'Ukraine, qui est menée conformément à l'article 51 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, avec l'approbation du Conseil de la Fédération de Russie et en application des traités d'amitié, de coopération et d'assistance réciproque conclus avec la République populaire de Donetsk (RPD) et la République populaire de Lougansk (RPL), que l'Assemblée fédérale a ratifiés le 22 février. L'objectif de cette opération a été annoncé publiquement, en l'occurrence empêcher qu'un génocide soit perpétré contre la population civile du Donbass. Nous savons avec certitude que le régime de Kiev préparait une opération

offensive dans le Donbass qu'il prévoyait de mener en mars de cette année. C'est ce qui ressort également de documents confidentiels de commandants de la Garde nationale ukrainienne découverts au cours de l'opération spéciale. Ainsi, un ordre, que nos collègues peuvent à présent voir à l'écran, donné le 22 janvier par le général-colonel Mykola Balan, commandant de la Garde nationale, présente dans le détail un plan visant à préparer des opérations offensives dans la zone de l'« Opération interarmées » menée dans le Donbass. D'après ce document, le commandant adjoint de la Garde nationale était chargé d'organiser une formation au combat, prévue du 7 au 28 février, à l'intention d'un groupe tactique de bataillon de la Garde nationale et de la 80^e brigade détachée d'assaut aérien des forces armées ukrainiennes. Je souligne en particulier que cette brigade est entraînée depuis 2016 à Lviv par des instructeurs des États-Unis et du Royaume-Uni dans le cadre de programmes d'entraînement conformes aux normes de l'OTAN. L'opération militaire russe lancée le 24 février a fait échouer les plans du régime de Kiev d'attaquer la RPD et la RPL. Toutefois, la question de savoir dans quelle mesure les États-Unis et d'autres pays de l'OTAN ont participé à la planification et aux préparatifs d'un assaut contre le Donbass par un groupement interarmées de troupes ukrainiennes reste posée.

Monsieur le Président,

Des armes de haute précision sont utilisées au cours de l'opération spéciale pour rendre inopérantes des infrastructures exclusivement militaires, qui ont été mises en place dans le but de militariser l'Ukraine et de procéder à une opération punitive brutale contre la population civile du Donbass. À ce jour, 2 581 infrastructures militaires ukrainiennes, dont 90 postes de commandement et centres de transmissions des forces armées, 123 systèmes de missiles antiaériens S-300, Buk M-1 et Osa, ainsi que 81 stations radar, ont été détruites. Au total, 897 chars et autres véhicules blindés de combat, 95 systèmes de lance-roquettes multiples, 336 pièces d'artillerie et mortiers de terrain, 662 véhicules tactiques pour opérations spéciales et 84 véhicules aériens sans pilote ont été rendus inopérants.

Contrairement aux mantras antiruses de nos partenaires occidentaux à propos de menaces à l'encontre de l'Ukraine, le véritable danger pour le pays et son peuple émane actuellement des formations militaires néonazies, qui commettent de nombreux crimes de guerre et utilisent des méthodes terroristes. Qui plus est, le Gouvernement ukrainien ne tient pas ses promesses de mettre fin à ces barbaries ; il libère des criminels de prison et confie des armes à ces individus, qui s'organisent ensuite en bandes de maraudeurs commettant des atrocités sur l'ensemble du territoire ukrainien.

Alors qu'elles se retirent du Donbass, les unités nationalistes qui avaient été constituées dans les régions de Lviv et d'Ivano-Frankivsk infligent des dégâts colossaux à l'infrastructure sociale essentielle et aux équipements collectifs. Les systèmes d'approvisionnement en eau et en énergie sont les plus gravement endommagés. Ces actions ont pour but de précipiter le Donbass dans une catastrophe humanitaire.

Le personnel militaire de la RPD continue de resserrer l'étau autour de Marioupol, où des combattants du bataillon nationaliste d'Azov ont miné de nuit les ateliers de l'usine Azovstal. Les résidents de la ville continuent de travailler sur les lieux, même si les nationalistes se préparent à faire sauter l'usine et ses ouvriers à l'intérieur de celle-ci si les défenses de la ville étaient percées. Les unités de la milice populaire qui entrent dans Marioupol se font tirer dessus par les bataillons nationalistes Azov et Aïdar qui ont pris

position dans des écoles, des hôpitaux, des cliniques de maternité et des écoles maternelles. D'après les civils qui ont réussi à fuir Marioupol, la situation dans cette ville occupée par les nationalistes est dramatique. Les gens se cachent dans les sous-sols. Les nationalistes ouvrent le feu sur tous les civils qui tentent de quitter leur foyer. Appliquant une tactique terroriste, ils installent des postes de tirs dans des bâtiments portant l'inscription : « Ne tirez pas, il y a des enfants à l'intérieur ! »

C'est la marque distinctive des radicaux ukrainiens, que ces derniers ont adoptée non sans l'aide des partenaires de l'OTAN. Les liens étroits existant entre l'Alliance et les formations des forces spéciales des nationalistes radicaux sont corroborés par la découverte, au quartier général du Secteur droit (organisation considérée comme extrémiste et interdite en Russie), d'un ordinateur portable affichant le logo de l'OTAN et qui contenait des données de reconnaissance sur le Donbass et la Crimée. Nous nous souvenons aussi parfaitement comment, au cours de toutes ces années écoulées, des Ukrainiens ont été formés sur le terrain d'entraînement militaire de Yavoriv, sous la supervision d'instructeurs étrangers, aux tactiques de guerre urbaine en se servant de méthodes occidentales et du jeu de simulation « Kill House ». Après interrogatoire, le personnel militaire ukrainien ne cache pas qu'il installe délibérément des lance-roquettes Grad à proximité d'immeubles d'habitation et qu'il utilise des civils comme rempart ; il est formé en la matière par des spécialistes des pays de l'OTAN. C'est donc à cela que ressemble une « alliance défensive inoffensive », alliance qui est en fait complice des crimes de guerre commis par les nationalistes ukrainiens.

Monsieur le Président,

Actuellement, le régime de Kiev a perdu presque entièrement la capacité de gérer les administrations chargées des régions et des districts du pays ; les autorités locales se voient refuser le droit de prendre des décisions indépendantes concernant la population civile et ne sont pas en mesure de résoudre des problèmes sociaux de base liés à la vie quotidienne, étant donné que des bataillons nationalistes, des nazis et des mercenaires étrangers qui se sont associés à eux saccagent la grande majorité des villes.

Le personnel militaire russe relève de plus en plus fréquemment la présence de mercenaires de pays tiers, dont l'Albanie et la Croatie, de combattants du Kosovo et même de djihadistes ayant l'expérience des combats en Syrie (il n'est pas surprenant que l'utilisation d'engins explosifs improvisés portés par des véhicules se soit généralisée parmi les bataillons nationalistes ukrainiens). Au cours de la seule semaine dernière, quelque 200 mercenaires venus de Croatie et ayant transité par la Pologne ont rejoint les rangs de l'un des bataillons nationalistes présents dans le sud-est de l'Ukraine. D'après le Ministre ukrainien des affaires étrangères, Dmytro Kuleba, près de 20 000 mercenaires supplémentaires originaires de 52 États font route actuellement vers l'Ukraine. Ces personnes sont officiellement dispensées de visa. Simultanément, le renseignement militaire des États-Unis a lancé une vaste campagne visant à recruter du personnel de sociétés militaires privées en vue de leur déploiement en Ukraine. Ce sont essentiellement des employés des sociétés militaires privées américaines Academi, Cubic et Dean Corporation qui sont recrutés.

Nous nous devons d'émettre une mise en garde : tous les mercenaires envoyés par l'Occident pour aider le régime nationaliste de Kiev ne sont pas des combattants en vertu du droit international humanitaire et ne peuvent bénéficier du statut de prisonnier de guerre. Les

poursuites sont la moindre des complications à laquelle ils peuvent s'attendre s'ils sont faits prisonniers.

Monsieur le Président,

Bien que la situation humanitaire se dégrade rapidement, les pays occidentaux continuent d'approvisionner massivement l'Ukraine en armes. Cette année, avant que ne débute l'opération militaire spéciale, une cinquantaine d'avions de transport militaire ont atterri dans ce pays en provenance des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, de Pologne et de Lituanie. Ils ont fourni au total au moins 2 000 tonnes d'armes, de munitions et d'équipements de protection modernes.

Comme on peut le voir, les États-Unis et leurs alliés, nourrissant le sentiment russophobe et cherchant à alimenter la confrontation avec le Gouvernement russe, ont de nouveau fait fi allègrement non seulement de leurs obligations internationales mais aussi de leurs normes législatives nationales dans le domaine du contrôle des exportations. Il suffit de rappeler comment l'administration des États-Unis a autorisé, en un temps record, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie à transférer des systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) et d'autres armes de fabrication américaine au Gouvernement ukrainien. Comme vous le savez également, un premier envoi en provenance des États-Unis comportant 200 MANPADS Stinger a déjà été livré à l'Ukraine. Il est particulièrement révélateur que l'Allemagne soit en passe de devenir l'un des principaux fournisseurs d'armes au Gouvernement ukrainien : de fait, elle entend lui envoyer plus de 2 000 MANPADS Strela-2 et 500 MANPADS Stinger. Les Pays-Bas et, semble-t-il, l'Italie, méritent également d'être mentionnés à cet égard.

Toutefois, les pays occidentaux, qui se font passer assidûment pour des « saints », s'abstiennent de mentionner leur mépris flagrant de la résolution 62/40 sur la prévention de l'accès non autorisé aux MANPADS, de leur transfert et de leur utilisation illicites, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007, des Éléments de contrôle des exportations de MANPADS, adoptés dans le cadre de l'Arrangement de Wassenaar en 2003, et des Principes pour les contrôles à l'exportation de MANPADS, qui ont été adoptés par le Conseil ministériel de l'OSCE à Sofia en 2004 et mis à jour par la Décision n° 5/08 du FCS. Nous ne souvenons parfaitement comment, il n'y a pas si longtemps, nos collègues des États-Unis voyageaient à travers le monde pour promouvoir leur idée de réduire au minimum les exportations de MANPADS en tant que question de principe et d'enregistrer chaque élément transféré à l'étranger. Qu'est-il advenu du zèle constructif de nos collègues des États-Unis, qui ont supervisé le processus de mise à jour du Guide des meilleures pratiques de l'OSCE concernant les MANPADS et qui ont exigé, deux années de suite, que des passages relatifs à la nécessité d'un contrôle fiable de tels systèmes d'armes soient inclus dans les projets de décisions du Conseil ministériel sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) et sur les stocks de munitions conventionnelles (SMC) ? Bien entendu, les États-Unis et leurs alliés ne se soucient guère à présent de savoir si ces MANPADS seront utilisés sur place par les radicaux ukrainiens ou s'ils se retrouveront dans d'autres points chauds.

Soit dit en passant, en ce qui concerne les ALPC et les SMC, des envois massifs d'ALPC vers l'Ukraine sont prévus depuis la République tchèque (4 000 mortiers, 30 000 pistolets, 5 000 fusils d'assaut, 5 000 armes automatiques et des fusils de précision), la Pologne (100 mortiers et 1 500 munitions pour ces derniers), du Canada (armes automatiques

et petites armes) et de la Finlande (2 500 fusils et les munitions pour ces derniers). Les États-Unis ne pouvaient pas non plus rester en retrait. Étant les principaux parrains du régime de Kiev, ils fournissent à l'Ukraine une aide « supplémentaire » d'un montant de 350 millions de dollars pour lui permettre d'acquérir des armes antichars et des petites armes. Quant à l'Allemagne, la Belgique et la Lettonie, elles ont promis du carburant.

Nous soulignons que les États participants qui fournissent au Gouvernement ukrainien une assistance militaire et technique sous quelque forme que ce soit partagent avec les radicaux ukrainiens la responsabilité des victimes parmi la population civile. Qui plus est, leurs actions constituent une violation flagrante du paragraphe 4 de la section II des Principes régissant les transferts d'armes classiques (1993) et de la section III A) du Document de l'OSCE sur les ALPC (2000), dans lesquels les États participants sont mis en garde contre la livraison d'armes à des pays dont la situation interne est instable. L'envoi de fournitures militaires au Gouvernement ukrainien n'est pas non plus compatible avec les obligations incombant aux pays occidentaux en vertu du Traité sur le commerce des armes et de la position commune de l'Union européenne prévoyant une interdiction de l'exportation d'armes vers les régions dans lesquelles ces exportations pourraient entraîner une violation du droit international humanitaire et contribuer à l'aggravation de conflits armés internes.

Le maintien de l'approvisionnement en armes crée des risques inacceptables pour la sécurité paneuropéenne. Je fais allusion à la création d'un vaste terreau favorable à la prolifération illicite d'armes et de munitions en Europe et au-delà. De plus, les armes constituent des cibles militaires et, par définition, on ne peut garantir qu'elles resteront intactes. L'organisation de convois de transport d'armes est extrêmement dangereuse et pourrait conduire à une confrontation entre la Russie et les pays de l'OTAN, avec les conséquences les plus graves.

Nous demandons au Centre de prévention des conflits de l'OSCE de procéder à une évaluation rigoureuse des cas patents dans lesquels les États participants occidentaux ont violé les engagements auxquels ils ont souscrit dans le cadre de l'OSCE pour ce qui est du stockage sûr des ALPC, des munitions et des MANPADS et d'éviter qu'ils ne tombent entre de mauvaises mains.

Monsieur le Président,

La situation en matière de sécurité nucléaire et bactériologique en Ukraine demeure au centre des préoccupations de la communauté internationale.

Malgré les insinuations des médias, la situation à la centrale nucléaire de Tchernobyl est stable. Des militaires russes et ukrainiens assurent conjointement sa protection et surveillent la situation en matière de rayonnements. Nous ne créons pas d'obstacle à la relève du personnel ; nous croyons comprendre que cette tâche est du ressort de la partie ukrainienne.

À l'aube du 4 mars, des nationalistes ukrainiens se sont livrés à la centrale nucléaire de Zaporijia à une dangereuse provocation à laquelle le personnel militaire russe a résisté promptement. L'Agence internationale de l'énergie atomique a confirmé que les systèmes de sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijia n'avaient pas été affectés et qu'il n'y avait pas eu de rejet de matières radioactives. Les allégations de Volodymyr Zelenskyy concernant une

menace qui pèserait sur cette centrale nucléaire et ses pourparlers avec les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni ne laissent aucun doute que l'objectif de la provocation à laquelle s'est livrée le régime de Kiev était de tenter d'accuser la Russie de créer une source de contamination radioactive. Tous ces éléments attestent des intentions criminelles de M. Zelenskyy ou du fait qu'il a complètement perdu le contrôle des actions des groupes de sabotage ukrainiens dont font partie des mercenaires étrangers.

Selon des informations à notre disposition, des travaux de recherche et de développement étaient en cours en Ukraine pour créer un dispositif explosif nucléaire susceptible d'être utilisé ultérieurement pour concevoir des ogives nucléaires. De plus, ces travaux faisaient intervenir à la fois de l'uranium et du plutonium. Un rôle clé dans la création de ce dispositif explosif nucléaire avait été attribué à l'Institut de physique et de technologie de Kharkiv, centre national des sciences. À cet égard, il n'est pas étonnant que le Service de sécurité ukrainien et des combattants du bataillon Azov aient miné le réacteur de l'installation nucléaire expérimentale située dans l'Institut afin de préparer une provocation susceptible de provoquer une contamination radioactive des environs de Kharkiv. Nous les exhortons à revenir à la raison et à éviter une catastrophe.

Durant l'opération militaire spéciale, des preuves ont été découvertes que le régime de Kiev avait effacé d'urgence les traces du programme biologique militaire exécuté en Ukraine avec des moyens financiers mis à disposition par le Département de la défense des États-Unis. Le personnel militaire russe a reçu du personnel des laboratoires biologiques ukrainiens des informations attestant de la destruction en urgence, le 24 février, d'agents pathogènes particulièrement dangereux causant la peste, la maladie du charbon, la tularémie, le choléra et d'autres maladies mortelles. En d'autres termes, des composants d'armes biologiques étaient en cours de développement à proximité immédiate du territoire de la Russie. Le client qui a commandé ces travaux n'est autre que l'Agence de réduction des menaces du Département de la défense des États-Unis. Ces travaux ont été effectués d'abord et avant tout dans le but d'observer la situation biologique dans les zones dans lesquelles des contingents militaires d'États appartenant au bloc de l'OTAN étaient susceptibles d'être déployés. Soucieux d'éviter que des preuves ne soient mises au jour de la violation par les États-Unis et l'Ukraine de la Convention des Nations Unies sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (« Convention sur les armes biologiques et à toxines »), le Ministère ukrainien de la santé a donné l'ordre à tous les laboratoires biologiques d'éliminer d'urgence tous les stocks d'agents pathogènes dangereux en leur possession. Nos collègues peuvent voir sur les transparents une partie de ces preuves, dont l'ordre émanant du Ministère ukrainien de la santé de détruire les agents pathogènes, et les documents attestant de cette destruction à laquelle il a été procédé dans des laboratoires biologiques situés à Poltava et à Kharkiv. L'analyse des documents en question donne à penser que des travaux sur des agents pathogènes causant la peste, la maladie du charbon et la brucellose ont été effectués dans un laboratoire biologique situé à Lviv et que des travaux sur des agents pathogènes causant la diphtérie, la salmonellose et la dysenterie ont été menés dans des laboratoires situés à Kharkiv et à Poltava. Nous pensons qu'il est depuis longtemps nécessaire d'adopter des mesures substantielles pour s'assurer que les États parties à la Convention sur les armes biologiques et à toxines s'acquittent de manière vérifiable de leurs obligations afin que les activités militaires biologiques menées par les États-Unis et leurs alliés dans l'espace post-soviétique fassent l'objet d'un contrôle international rigoureux.

Monsieur le Président,

La situation humanitaire en Ukraine est en train de tourner à la catastrophe. Les néonazis et radicaux ukrainiens tiennent en otage 4,5 millions de personnes, dont quelque 2 000 étrangers, qu'ils utilisent comme « boucliers humains » et dont ils empêchent l'évacuation. Le régime de Kiev fait tout ce qu'il peut pour dissuader les civils et les étrangers qui souhaitent se rendre en Russie de le faire car il craint que ces personnes, une fois en lieu sûr, divulguent ce qu'il en est réellement des actions des radicaux ukrainiens. De plus, comme l'attestent les images recueillies par des véhicules aériens sans pilote, les cessez-le-feu annoncés par la partie russe sont exploités par les nationalistes pour renforcer leurs positions et redéployer du matériel militaire.

Nous soulignons que le fait d'utiliser la population civile comme « boucliers humains » et de perturber l'évacuation des civils par les couloirs humanitaires enfreint directement les normes du droit international humanitaire, notamment les articles 57 et 58 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949. Ni les pays occidentaux ni l'Organisation des Nations Unies ni l'OSCE n'ont fourni à ce jour d'évaluations appropriées des événements qui se produisent. Pendant combien de temps encore les civils ukrainiens et des milliers d'étrangers devront-ils vivre dans la peur et dans des conditions humiliantes avant que le monde civilisé n'ouvre les yeux ?

Tenant compte de l'importance exceptionnelle de la composante humanitaire de l'opération militaire spéciale qui est menée en Ukraine, la direction de notre pays a décidé de créer, au sein du Ministère russe de la défense, plus précisément au Centre national de la défense de la Fédération de Russie, un organisme de coordination interinstitutions de la réponse humanitaire, qui a commencé à travailler 24 heures sur 24. Nous avons déjà reçu 2,5 millions de demandes de citoyens ukrainiens et d'étrangers demandant à être évacués en Russie.

Je tiens à souligner en particulier que des informations détaillées à propos des couloirs humanitaires sont transmises à l'avance à la partie ukrainienne, aux représentants des ambassades des États étrangers et aux structures de l'Organisation des Nations Unies, de l'OSCE et du Comité international de la Croix-Rouge. Les 4 et 7 mars, bien que les paramètres concernant les couloirs humanitaires établis à partir de Kiev, Marioupol, Sumy et Kharkiv aient été convenus avec la Vice-Première Ministre ukrainienne Iryna Vereshchuk, l'évacuation des habitants de ces villes a été perturbée par des radicaux. Les personnes qui ont décidé de fuir Marioupol à leurs propres risques et périls le 4 mars ont été la cible de tirs de nazis ukrainiens au moment où elles quittaient les postes de contrôle. Le 7 mars, M^{me} Vereshchuk a qualifié d'« absurde et inacceptable » l'ouverture de couloirs humanitaires vers la Russie. S'agissant de cette situation, il a été déclaré au sein de l'Organisation des Nations Unies que les civils devaient avoir la possibilité d'être évacués « dans la direction de leur choix ».

Qui plus est, les autorités ukrainiennes utilisent les ressources d'Internet et de la télévision pour mésinformer activement les résidents de Marioupol sur le fait que l'évacuation a été retardée, la partie russe ne s'étant prétendument pas conformée aux cessez-le-feu promis. Dans ce contexte, un conseiller auprès du cabinet du Président, Oleksii Arestovych, s'adressant aux citoyens ukrainiens, leur a dit « arrêtez de vous

lamenter », faisant ainsi comprendre qu'ils avaient été abandonnés à leur propre sort. Il s'agit là d'une tromperie et d'une trahison complètes de son propre peuple.

Aux premières heures du 8 mars, notre pays a déclenché une nouvelle opération humanitaire. Malheureusement, sur les dix itinéraires proposés à la partie ukrainienne, le Gouvernement ukrainien n'en a confirmé qu'un seul, à savoir celui partant de la ville de Sumy via Poltava. Grâce aux mesures de sécurité sans précédent prises par les forces armées de la Fédération de Russie, 723 personnes, dont des étrangers, ont été évacuées en empruntant cet itinéraire.

Bien que la partie ukrainienne n'ait eu de cesse de perturber les mesures prises pour établir des couloirs humanitaires, notre pays a annoncé aujourd'hui un cessez-le-feu entrant en vigueur à 10 heures (heure de Moscou) et confirmé qu'il était disposé à parvenir à un accord avec la partie ukrainienne sur l'établissement de couloirs humanitaires à partir de Kiev, de Tchernihiv, de Sumy, de Kharkiv, de Marioupol et d'autres localités. Mes collègues peuvent étudier la déclaration que l'organisme russe de coordination interinstitutions de la réponse humanitaire en Ukraine a publiée en urgence sur le site Web officiel du Ministère de la défense.

Les allégations selon lesquelles une évacuation vers la Russie est impossible sont erronées. Plus de 174 000 personnes, dont 44 187 enfants, ont été recueillies par notre pays, sans que la partie ukrainienne n'ait joué le moindre rôle, dans la zone où l'opération militaire spéciale est menée. Ce chiffre comprend 5 500 personnes recueillies au cours des dernières 24 heures, dont 740 enfants. Nous mettons en place des structures d'hébergement temporaire. Nous fournissons de l'aide humanitaire dans les zones sous contrôle militaire russe (946 tonnes ont déjà été livrées), où la population continue de vivre en paix et reçoit tout ce dont elle a besoin.

Nous demandons aux États participants de l'OSCE d'user de leur influence sur le régime de Kiev pour qu'il s'emploie de bonne foi à établir des couloirs humanitaires et à faire en sorte qu'ils soient sûrs, permettant ainsi à toutes les personnes qui souhaitent être évacuées de prendre la direction de leur choix. C'est la tâche la plus urgente à présent.

Monsieur le Président,

En conclusion, à titre de réponse aux déclarations fanfaronnes des délégations occidentales, je tiens à rappeler que le Gouvernement russe a étoffé il y a quelques jours sa liste de pays inamicaux. Outre les États-Unis et la République tchèque, cette liste comprend désormais tous les pays de l'Union européenne, le Royaume-Uni et plusieurs autres. Nous appliquerons à ces pays leurs propres règles du jeu. Ils n'ont eu de cesse d'essayer de nous imposer leurs conditions dans le cadre d'un « ordre fondé sur des règles ». Ils devront dorénavant suivre nos règles du jeu jusqu'à ce qu'ils reconnaissent les règles généralement établies.

Je ne peux m'empêcher d'évoquer brièvement la politique des sanctions de l'Occident contre la Russie. Elles sont douloureuses pour notre peuple, mais nous tiendrons bon. La Russie a déjà commencé à formuler une réponse aux États inamicaux. Ce à quoi vous assistez actuellement sur les marchés mondiaux n'est qu'un prélude. À moins que vous ne reveniez à la raison, le gros des sanctions à votre rencontre est encore à venir.

Merci de votre attention. Je demande que la présente déclaration soit jointe au journal de la séance.